

Un trop court printemps

Ilan
Halevi

A propos de l'assassinat de Rafiq Hariri, tout ce qu'on peut dire aujourd'hui, c'est que poser la question « A qui profite le crime ? » ne prouve pas que ce sont « eux » qui l'ont commis, et que demander qui a le plus à perdre de ce crime ne prouve pas qu'« ils » ne l'ont pas commis. On a déjà vu des employés zélés plonger leurs maîtres dans le plus grand des embarras, mais tout cela ne prouve rien. En attendant, les troupes syriennes se sont retirées

d'un Liban qui n'a pas encore retrouvé toute sa (ses) mémoire(s), mais a formellement recouvré sa souveraineté, privant l'opposition de la première de ses revendications. La

tenue d'élections, qui vont apparemment se dérouler, va la priver de la seconde, et il ne restera plus alors à satisfaire que l'exigence de lumière sur l'attentat qui a coûté la vie à l'ex-Premier ministre libanais, dont le nombre de partisans et d'admirateurs a décuplé depuis qu'il a disparu. Car si la recherche de la vérité devait s'étendre au-delà de ce crime, pour embrasser l'ensemble de la tragédie libanaise des trente dernières années, et en énoncer un narratif national unique, libéré de l'amnésie constitutive de l'union actuelle, le front des dix organisations et mouvements regroupés derrière Walid Joumblatt aurait bien du mal à maintenir la cohésion pluricommunautaire qui fait son originalité et suscite tant d'admiration et d'espoirs de par le monde.

Il y a là une série de paradoxes dont on pourrait s'amuser, n'était la gravité des enjeux. Entendre les Américains, qui ont organisé des élections en Irak sous leur lourde et sanglante occupation militaire et qui se sont bruyamment félicités de la tenue d'élections libres en Palestine sous l'occupation israélienne, entendre les Américains annoncer que des élections au Liban étaient rigoureusement impossibles tant que demeurerait un seul soldat syrien sur le sol libanais, donne une idée de la distorsion du langage et des mesures. Surtout si l'on considère que les élections en Irak ont consacré l'influence majeure des secteurs de la

population les plus sensibles à l'influence de l'Iran, que les dirigeants américains considèrent pourtant comme le Diable !

Au lendemain de l'assassinat de Hariri, les dirigeants israéliens ont multiplié les déclarations provocatrices à propos du Liban et de leurs « alliés » libanais, prétendant que ces alliés anonymes les avaient sollicités. La Maison Blanche s'en offusqua et fit savoir à Silvan Shalom et à Ariel Sharon que le gouvernement israélien était interdit de commentaire au sujet du Liban, car ses interventions intempestives faisaient apparaître la politique américaine comme une politique au service des objectifs israéliens !

Il est intéressant de constater que les dirigeants israéliens se sont, depuis lors, rigoureusement conformés à cette consigne de silence.

Mais cet alignement de la politique américaine sur le calendrier néoconservateur, belliciste et islamophobe, de Sharon et de ses amis, qu'on le dise ou non, a-t-il un autre sens ? Il est vrai que Bush II, libéré de toute hypothèque électorale, n'est pas Bush I : comme on a pu le constater à Bruxelles, au cours de ses rencontres avec les Européens, et comme les analystes ont pu le vérifier en décodant le discours de Condoleezza Rice à Paris, des infléchissements significatifs se sont produits dans le discours de l'Empire. En bref, la politique américaine est passée d'un alignement de 90 % sur les positions israéliennes à un alignement de 70 %. On ne saurait nier l'importance d'un tel développement. Mais, de toute évidence, ce n'est pas suffisant pour rendre cette politique cohérente.

Passons sur le néobonapartisme du discours américain actuel où la liberté s'exporte par les armes. Le régime syrien, bien avant ses dernières mésaventures libanaises, se savait menacé par le projet « réformiste » du « Grand Moyen-Orient ». Convaincus que la seule obsession de la diplomatie américaine est d'imposer la reconnaissance d'Israël, les dirigeants syriens ne cessent de proposer la reprise des négociations directes avec Israël.

Car la paix avec l'Etat sioniste ferait de la Syrie, comme de l'Égypte et de la Jordanie, un Etat intouchable dans le court terme. Ce qui est bien la raison pour laquelle l'administration américaine, qui n'a pas renoncé à son projet de frapper la Syrie et de renverser son gouvernement, est totalement hostile à la reprise de ces négociations !

On le voit cependant : la question de Palestine, qui pèse de tout son poids sur l'ensemble des problématiques régionales, est elle-même tributaire de facteurs régionaux et globaux. Et, comme le souligne Pascal Boniface dans un ouvrage récent, elle est devenue la question centrale dans la nouvelle configuration du désordre mondial.

Sur le terrain, en attendant, rien ne bouge. Les engagements pris par le gouvernement israélien à Charm El-Cheikh sont restés pour l'essentiel lettre morte : deux villes sur les sept qui devaient être évacuées l'ont été, encore que partiellement ; cinq cents prisonniers, nombre d'entre eux en fin de peine, ont été libérés au lieu des huit mille annoncés ; le bouclage continue, les incursions aussi, comme la colonisation, la construction de la « barrière de séparation » et la dépossession des Palestiniens de Jérusalem...

Les discours optimistes distillés par les commentateurs, mais aussi par une partie non négligeable des acteurs politiques, sur les perspectives nouvelles, l'occasion à saisir, la conjoncture favorable et les grands changements semblent, de ce point de vue, procéder de la méthode Coué : autosuggestion, confusion entre les désirs et la réalité, volontarisme de principe. Ainsi du plan israélien de retrait de la bande de Gaza. Sharon dit : C'est un plan unilatéral qui n'a rien à voir avec la « feuille de route ». Et son conseiller Dov Weisglass précise complaisamment : C'est un plan conçu pour se soustraire à l'application de la « feuille de route », geler le processus de paix et barrer la route à un Etat palestinien. Ce à quoi la communauté internationale dans son ensemble, l'administration américaine, l'Union européenne, les Nations unies et jusqu'à l'Autorité palestinienne elle-même rétorquent :

Bravo Sharon ! Nous approuvons ce plan, à quelques détails près. Le désengagement, qui doit être total, doit être coordonné, et pas unilatéral, il doit être réintégré dans le cadre de la « feuille de route » et signaler le retour à la table des négociations.

Or, à ce jour, on ignore toujours si Israël entend évacuer la frontière palestino-égyptienne. Si c'est le cas, c'est bien d'une évacuation qu'il s'agit. Sinon, ce n'est qu'un redéploiement, et la bande de Gaza reste un territoire occupé. Si, pour la majorité des Israéliens, l'évacuation de quelques colonies représente un précédent symbolique, la majorité des Palestiniens craint que cette évacuation ne serve de base à un renforcement de la mainmise israélienne sur la Cisjordanie et Jérusalem, ce que semble confirmer le plan d'expansion de la colonie de Maale Adoumim.

Du côté palestinien, par contre, on assiste à une spectaculaire restructuration du paysage politique. Tout d'abord avec les élections. Après les présidentielles de janvier, et les élections locales, régionales et municipales qui continuent de se dérouler en ce moment même, des élections législatives doivent avoir lieu au mois de juillet. Des primaires auront lieu au sein du Fath pour désigner les candidats, et un congrès devrait se tenir en août. Cette fièvre électorale a saisi l'ensemble des institutions palestiniennes, et il n'y a plus guère que les organisations non gouvernementales pour résister à cette vague sous la houlette de leurs chefs charismatiques et de leurs hommes providentiels.

Mais l'événement politique majeur, évidemment, c'est la participation du Hamas à ces consultations électorales. Engagé depuis plusieurs mois dans une trêve unilatérale de longue durée, le mouvement de la résistance islamique, qui a déjà conquis un bon tiers des sièges dans le cadre des élections locales, va présenter des candidats aux législatives, et envisage même de s'intégrer, en tant que mouvement, dans les structures de l'OLP. Pour la société palestinienne, c'est une véritable révolution qui répond aux attentes de l'opinion populaire et ouvre la voie à une véritable vie

démocratique. A condition, sans doute, que le Hamas se comporte comme une force politique consciente de son caractère minoritaire. Mais si les urnes devaient lui conférer un rôle dirigeant, il est fort probable que les perspectives de retour à la table des négociations s'éloigneraient plus encore. Qui, en effet, entreprendra de convaincre le gouvernement israélien, déjà réticent à dialoguer avec la direction palestinienne actuelle, de la nécessité de négocier avec un mouvement que l'Union européenne elle-même a inscrit sur la liste noire des organisations terroristes ? Or le verdict des urnes répondra à une double question. Celle de la gestion, et celle de la recherche de la paix, c'est-à-dire la fin de l'occupation. Même si le Fath, d'ici juillet, parvient à regagner une certaine crédibilité en se démarquant de l'Autorité, et même si l'Autorité, par le biais de changements visibles, tels le récent remaniement gouvernemental ou le projet de déplacer massivement tous les représentants à l'étranger, parvient à se réformer de façon crédible aux yeux de l'opinion, cela n'est pas suffisant pour lui assurer la victoire, c'est-à-dire la majorité dans une chambre que l'on veut élargir de 88 à 130 sièges, avec un quota de 20 % pour les femmes et un mode de scrutin semi-proportionnel. Le facteur variable, c'est l'état de l'espoir et du désespoir politique. On le voit bien avec l'éclatante victoire du Hamas, parti du désespoir, aux élections municipales à Rafah, que l'agression israélienne a transformé en champ de ruines, et à Qalqiliya, que le mur a transformé en prison. Car si aucune dynamique d'amélioration ne peut être constatée dans la vie quotidienne des gens, et si les perspectives de négociation politique restent totalement suspendues au caprice d'un homme comme Sharon, pourquoi les électeurs palestiniens donneraient-ils leurs voix à un parti qui semble avoir tout misé sur un processus de paix dont on ne voit ni le début ni la fin ?

—I. H.
13 mai 2005